

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

A bâtons rompus

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas, il en est de même des hommes, ils brûleront demain ce qu'ils adorent aujourd'hui, en voulez-vous un exemple frappant: lors des élections américaines de 1928 Al. E. Smith, l'ex-gouverneur de l'état de New-York, était accusé de socialisme parce qu'il faisait une lutte pour l'homme de la rue et préconisait des réformes sociales, notez que Smith était bien dans la note puisqu'il était un produit des bas-fonds de l'est de New-York, un vrai gamin de rues; aujourd'hui c'est lui qui accuse le président Roosevelt d'être un radical dangereux, de vouloir introduire aux Etats-Unis le programme soviétique, de mener le pays à la ruine et tout cela parce que Roosevelt cherche à faire régner la vraie justice sociale dans son pays, notez que Roosevelt appartient à l'une des familles les plus aristocratiques des Etats-Unis, il sort donc de son milieu pour défendre le peuple tandis que Smith sort également du sien mais pour prendre la défense des trusts, des monopoles, des puissants de la terre. N'est-ce pas que la vie est une drôle de chose.

* * *

La justice immanente des choses vient de se manifester dans un pénitencier de la république voisine, Richard Loeb, qui, de concert avec un autre dégénéré du nom de Léopold, tua par "sport" le jeune Bobby Franks, en 1924, vient à son tour d'être tué par un autre bagnard et à coups de rasoir au cours d'une bataille en règle, motivée, paraît-il, par des propositions sadiques dont Loeb le poursuivait. Bon débarras pour la société, mais cet événement dévoile un état de choses inconcevable qui existerait dans ce pénitencier, comme dans bien d'autres d'ailleurs et qui semble donner raison à ceux qui réclament des réformes dans nos institutions pénales, tant au Canada qu'aux Etats-Unis.

* * *

La Dominion Textile fermait, il y a une quinzaine de jours, sa filature de soie à Sherbrooke, jetant de ce fait sur le pavé, environ 450 hommes et femmes dont la plupart sont immédiatement allés se faire inscrire sur le secours direct, la raison donnée c'est que les soieries japonaises inondaient le marché canadien à un prix plus bas que le prix de fabrication ici; immédiatement le gouvernement nomma une commission royale pour enquêter sur l'industrie textile qui avait toujours joui d'un haut tarif protecteur, avec comme résultat que le travail a repris et que la plupart des ouvriers sont retournés au travail.

* * *

Il devait y avoir une élection dans le comté de Portneuf pour choisir un successeur à l'honorable M. Cannon qui vient d'être nommé juge, le Dr Gauthier avait été choisi comme le candidat libéral officiel, les conservateurs ayant décidé de ne pas présenter de candidat, un autre candidat indépendant libéral était sur les rangs mais il vient de se retirer, laissant le champ libre au Dr Gauthier qui se trouve ainsi à être élu par acclamation. Les journaux oppositionnistes considéraient cette élection comme un "test" de la force du parti libéral et prédisaient déjà une défaite, se basant sur le fait que le Dr Gauthier, l'ex-député au provincial de ce comté, s'était fait battre lors des dernières élections par un libéral-dissident, ce qu'ils doivent déchanter.

* * *

Le Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec demande qu'une censure plus sévère soit exercée sur les films qui sont présentés dans nos cinémas, il se plaint que la morale laisse beaucoup à désirer dans un trop grand nombre de films. Matière d'appréciation, évidemment, on aurait pu ajouter qu'un trop grand nombre de films sont bêtes au possible, que d'autres sont tout au plus bons pour des matinées d'enfants, mais comme les enfants ne sont pas admis au cinéma pourquoi ne pas supprimer ces derniers et les remplacer par des films éducationnels, travologues, etc., presque toujours intéressants.

Puisque nous sommes sur ce sujet pourquoi ne pas permettre aux enfants d'assister aux séances cinématographiques ordinaires et de ne leur défendre l'entrée que lorsque des films trop avancés pour eux sont donnés, cela se fait dans la plupart des pays d'Europe, en Belgique entre autres, on affiche tout simplement à la porte du cinéma un avis disant: représentation interdite aux enfants, le film l'indique également, le contrôle se fait très bien, tout le monde est satisfait. Cela vaut certainement mieux que notre système ridicule qui empêche un jeune garçon ou jeune fille d'aller au cinéma mais qui lui permet de travailler à l'usine ou dans un magasin.

* * *

Le gouvernement provincial vient de nommer M. Edouard Fournier, ex-secrétaire de l'hon. C. J. Arcand, inspecteur des comités conjoints créés sous l'empire de la loi des conventions collectives de travail.

C'est une bonne nomination et un pas dans la bonne direction, il est un fait certain c'est que grâce à cette législation on a sensiblement amélioré le sort de milliers d'ouvriers, le principe de la loi est excellent, il semble y avoir unanimité d'opinions là-dessus, il y a des divergences de vues sur son fonctionnement toutefois, nous estimons qu'au-dessus des comités paritaires il devrait y avoir un organisme de contrôle, soit sous forme de conseils de prud'hommes ou corps gouvernemental, qui verrait à ce que les contrats collectifs soient mis en vigueur avec justice pour tous, recevrait les plaintes de ceux qui se croiraient lésés par une décision trop arbitraire du comité paritaire, tout comme nous estimons qu'un contrat collectif pour être effectif doit s'appuyer sur une forte organisation ouvrière et patronale tout comme un comité paritaire doit se composer du meilleur élément de l'industrie, non pas seulement de représentants du plus grand nombre mais aussi de ceux qui payaient les meilleurs salaires et donnaient à leurs ouvriers de bonnes conditions de travail, sans cela il peut se faire qu'un contrat collectif établisse des salaires de compromis au lieu de se rapprocher des salaires d'union.

* * *

Il se fait un mouvement à Québec pour remplacer les jeunes filles employées dans les bureaux du gouvernement par des jeunes gens, il est indéniable qu'il y a des jeunes filles et des femmes qui prennent la place d'un homme non pas seulement dans les bureaux du gouvernement mais un peu partout dans l'industrie et le commerce, on admettra toutefois que c'est le

Que nous apportera demain

Ouvrez n'importe quelle revue, vous y trouverez au moins un article sur la question sociale, sur la crise, le chômage et le remède à y apporter. Entrez en conversation avec n'importe qui, n'importe où, en quelques instants, après avoir parlé de la température, du beau ou du mauvais temps, du sport, inévitablement et malgré soi, on parle du nombre des chômeurs qui augmente sans cesse, des demi-chômeurs, du secours direct, des impôts qui écrasent le contribuable et on finit par se demander: "croyez-vous que les affaires vont reprendre?" "la réponse est également presque toujours la même: "on dit que cela va mieux, tant qu'à moi, cela va toujours la même chose, si cela ne s'améliore pas avant longtemps je ne sais pas comment je vais en sortir."

On s'accorde pour dire que c'est la dépression qui est la cause de tout le mal, mais combien sont rares ceux qui se donnent la peine de chercher la cause de cette dépression, de ce supposé ralenti dans les affaires. Pourquoi avons-nous une dépression, c'est que nous avons rompu l'équilibre entre la production et la consommation; non pas que nous produisons plus que l'humanité pourrait consommer mais parce que c'est la machine qui produit au lieu du travail humain et comme la machine ne consomme pas, il y a un surplus qui va toujours en s'augmentant d'être humains qui n'ont plus de pouvoir d'achat si ce n'est celui que la charité officielle leur donne et qui est loin d'être suffisant.

Où allons-nous? Plus il y aura de chômeurs, plus le montant des secours directs augmentera, pouvons-nous honnêtement admettre qu'on pourra indéfiniment trouver l'argent nécessaire pour boucler les budgets, on dit dans certains milieux: "prenons l'argent où il se trouve", mais quand on aura tout pris, on aura ruiné ceux qui possédaient quelque chose mais on n'aura pas enrichi ceux qui ne possèdent rien.

Qui est responsable de cet état de choses, on jette le blâme sur les gouvernements, il est vrai qu'ils auraient dû prévoir le désastre vers lequel on s'acheminait, mais ils subissaient trop souvent l'influence des gros intérêts, de la haute finance, les revendications ouvrières étaient ignorées ou lorsque finalement accordées c'était à contre-cœur, il faut toujours se rappeler que les peuples ont les gouvernements qu'ils se donnent et les institutions qu'ils méritent, au lieu de conduire, les soi-disant dirigeants suivent le courant.

Le grand coupable, c'est l'industrie elle-même, car son idéal c'est de faire de l'argent, l'argent étant la base de tout notre édifice social, il faut donc augmenter le chiffre d'affaires et réduire de plus en plus le prix de revient, c'est l'ambition de tous les producteurs.

Lorsque le travail humain était la base de la production, on ne pouvait augmenter celle-ci dans des proportions illimitées, il fallait également payer un salaire aussi bas fut-il mais suffisant quand même pour faire vivre son homme afin qu'il ait la force physique pour produire, on a donc tourné la difficulté en remplaçant la main-d'œuvre par la machine, le cerveau humain s'est mis à la torture pour inventer de nouvelles machines toujours de plus en plus rapides, on a fait travailler celles-ci vingt-quatre heures par jour et ce toujours dans le but de produire davantage et à un prix de revient de plus en plus bas, non pas que le prix de vente du produit ait suivi la même descente, mais on a profité de cette production en masse pour écraser les plus faibles, en vendant à rabais pendant le temps nécessaire pour faire disparaître la concurrence, quitte à se rattraper par une hausse des prix par la suite, dans d'autres cas, ce fut à l'amalgamation de quelques puissants compétiteurs qu'on eut recours.

Tant et si bien que la petite industrie a été annihilée, tout comme les grands magasins à rayons et les magasins-succursales ont tué le marchand-détaillant, tous y passeront un peu plus tôt un peu plus tard, la classe moyenne — disons la bourgeoisie — est appelée à disparaître, il n'y aura plus avant longtemps que des salariés et quelques grands trusts et monopoles, est-ce là l'idéal de la société de demain, nous ne le croyons pas, un jour viendra, c'est inévitable — où le peuple, las d'être à la merci de quelques grandes entreprises, reprendra son droit à la vie, à sa part de soleil, exigera que l'Etat nationalise les services de production et de consommation, cela se fera sans révolution, sans heurt, mais par un acheminement naturel puisque les monopoles auront déblayé le terrain, préparé la voie à la société de demain.

Lorsque ces temps seront venus, on produira pour la consommation et non pour le profit, l'homme contrôlera la machine au lieu d'être asservi par elle, les progrès de la technique ne seront plus un fléau pour l'humanité mais un bienfait, est-ce irréalisable?

Ecoutez ce qui se dit, voyez ce qui se passe.

SOCIUS.

petit nombre qui travaille par dilettantisme, on ne peut donc pas établir une règle rigide qui interdirait à une jeune fille ou femme de travailler, c'est un droit qu'a tout être humain et personne ne peut le lui contester, ne tombons pas d'un excès dans l'autre.

* * *

On attend assez souvent des personnes fulminer contre la loi de l'extension juridique des contrats collectifs de travail, elles prétendent que c'est une exploitation parce que les ouvriers sont obligés de payer \$5.00 par année pour leur carte de compétence, rien n'est plus faux. M. Lussier, le gérant du comité paritaire des métiers de la construction vient de faire la déclaration suivante:

"La carte de compétence émise par le comité conjoint des métiers de la construction, sous l'empire de la loi de l'extension juridique des contrats collectifs de travail, est permanente et n'a pas besoin d'être renouvelée annuellement."

Il ajoute: "s'il est prouvé que quelqu'un, soit par ignorance de la loi ou autre cause, exige de l'argent pour renouvellement de la carte de compétence, il s'expose à être poursuivi en cour criminelle sous l'accusation d'avoir obtenu de l'argent sous de fausses représentations.

Nous espérons que cette mise à point dissipera ce malentendu.

Roosevelt, le capitalisme et les travailleurs

(F. S. I.). — Dans les réflexions que nous avons consacrées à l'«expérience Roosevelt», nous avons toujours pris le plus grand souci de l'information objective et nous nous sommes abstenus de la polémique. L'une des raisons de notre attitude a été que nous avons estimé que cette «expérience» offrait une excellente occasion d'examiner, sans aucun apriorisme, dans quelle mesure l'économie capitaliste privée est susceptible d'être organisée quelque peu méthodiquement, sous des conditions relativement favorables, dans un Etat démocratique et avec des méthodes démocratiques. Devant cette expérience de démocratie économique, les employeurs américains ne pouvaient parler de «contamination marxiste» ni prétendre qu'une collaboration «positive» était impossible sous prétexte que toute concession de leur part (des capitalistes) était exploitée par le prolétariat et ses organisations en vue de se rapprocher du but traditionnel: la confusion du partenaire, c'est-à-dire des capitalistes, et l'abolition du système capitaliste. Concessions et bonne volonté ne firent pas défaut du côté du prolétariat aux Etats-Unis; invariablement les syndicats ont clairement démontré qu'ils n'entendaient pas détruire l'ordre social établi et qu'ils étaient prêts à la collaboration la plus positive.

Quelle fut cependant l'attitude des employeurs et des capitalistes? Ils sabotèrent l'oeuvre de Roosevelt, qui appartient pourtant à leur classe, dès le début, au point qu'en 1933 les Communiqués de Presse écrivaient déjà, peu après l'application de la NRA, que «au fond, les capitalistes américains sont bien aises de se laisser sauver par Roosevelt, mais ils renoncent au sauvetage du capitalisme tout aussitôt qu'ils apprennent que les mesures envisagées ne seraient pas simplement transitoires.»

C'est en raison de cet état d'esprit qu'on prononça le caractère inconstitutionnel de la NRA en février 1935 et à l'heure actuelle de l'A.A.A. (Loi de rénovation agricole). Dans ce dernier cas le reproche principal qu'on articule sans cesse est que les mesures de l'A.A.A. commencent à revêtir un caractère de permanence! Le nouveau coup porté à Roosevelt fait partie de l'attaque générale des employeurs contre la partie du «New Deal» susceptible de signifier davantage qu'un «subventionnement» passager du patronat industriel.

Tel est le sens, et nul autre, du message que Roosevelt adressa au congrès le 3 janvier 1936.

Rarement un homme d'Etat bourgeois, qui s'est déterminé à sauver les gens de sa classe — même contre leur propre volonté s'il le faut — a fait d'aussi sévères déclarations, et cela au moment précis où, sans qu'il le sache ou puisse le savoir, ils préméditaient de lui porter un coup décisif. D'un ton amère, il parla des «groupes financiers et industriels» qui tenaient déjà tout en main durant la guerre et qui cherchent maintenant à redevenir «politiquement prédominants.» En luttant contre les éléments, Roosevelt a voulu «écrire un chapitre nouveau dans l'histoire du gouvernement populaire», établir un nouveau rapport entre le gouvernement et le peuple. Il voulait construire sur «des institutions essentiellement démocratiques.» En développant cet effort, Roosevelt a, ainsi qu'il le déclare, «encouru la haine des rapaces retranchés», dont il dénonça déjà, lors de sa prestation de serment en 1933, les «procédés dépourvus de scrupules», et qui «reconnaissent leur échec et qui abdiquent.» «Oui, en 1933, poursuivit, Roosevelt mais voilà que le danger passé, ils oublient leurs aveux compromettants et reviennent sur leur abdication. Ils cherchent à reprendre le pouvoir égoïste. Ils s'offrent à nous ramener, au moyen des anciens errements, dans l'ancienne et triste situation... «Ceux qui ne sont qu'une minorité dans les affaires et les finances cherchent de nouveau à dominer.» «Le principe qu'ils voudraient inculquer au gouvernement, s'ils réussissent à s'emparer du pouvoir, ressort nettement des principes que tant d'eux ont introduit dans leurs propres affaires: l'autocratie à l'égard des travailleurs, à l'égard des actionnaires et des consommateurs. Autocrates dans les petites choses, ils visent à l'autocratie dans les grandes.»

Roosevelt somme ces éléments de se démasquer et de proposer ouvertement au Congrès l'abrogation entière des mesures prises par Roosevelt, ainsi qu'ils le peuvent en vertu de la constitution. Alors la situation sera nette et, dit Roosevelt, alors «dirons-nous à l'agriculture: les prix de vos produits sont en partie rétablis; maintenant, allez et bêchez vous-mêmes votre champ?» «Dirons-nous aux quelques millions de citoyens en chômage, que confronte le problème même de l'existence, celui d'avoir assez à manger: Nous cesserons de vous donner du travail; nous vous remettons à la charité de ces hommes peut-être, si le gouvernement leur laisse rigoureusement la paix? Dirons-nous aux travailleurs: Votre droit de vous organiser, vos relations avec votre employeur n'ont rien à voir avec l'intérêt public?»

A ceux qui veulent aller dans cette voie, Roosevelt déclare: «Ils se rendent compte qu'en trente-quatre mois nous avons fabriqué de nouveaux instruments de puissance publique. Aux mains du gouvernement populaire, la politique est saine et appropriée à son objet. Mais aux mains de mannequins politiques, manoeuvrés par une autocratie économique, cette puissance mettrait aux fers les libertés populaires. Si on laisse faire cette autocratie, elle suivra le chemin tracé par toutes les autocraties du passé, elle visera au pouvoir pour elle-même et à l'esclavage pour le peuple.»

Tandis que Roosevelt tenait ce langage, l'autocratie qu'il vitupérait poursuivait son jeu et le résultat fut la nouvelle sentence de la Cour suprême de Justice, laquelle sur les six arrêts rendus contre le «New Deal» en rendit 5 favorables (la seule exception fut l'arrêt relatif au standard-or).

Que va faire Roosevelt? Va-t-il, en dépit des menaces qu'il proféra devant le congrès, sacrifier l'une après l'autre à ces puissances autocratiques les demi-mesures grâce auxquelles il voulait faire admettre le «New Deal» à ses imprévoyants collègues de classe, ou bien va-t-il, en cette occasion favorable où il est sûr de l'appoint de toute l'agriculture (plus de trois millions d'exploitations agricoles), de l'ensemble du prolétariat ainsi que d'une grande partie des autres couches sociales, faire oeuvre entière?

Le *Manchester Guardian*, qui juge plutôt froidement ces choses, écrit: «Si Roosevelt souhaite sa réélection, — et il le fait naturellement — il doit s'appuyer sur trois classes principales: les démocrates du Sud, les petits paysans de l'Ouest et de l'Ouest central, et tous les travailleurs industriels. Il aimerait s'assurer l'appui des petits commerçants, mais cette tentative n'a point d'espoir de réalisation. Il n'aura pas non plus l'appui des grands manufacturiers ni de la finance, qu'il le veuille ou non. Les circonstances font de lui le candidat de la gauche, mais cela ne lui plaît guère. Comme tout autre capitaliste américain, il croit à la propriété privée et à l'entreprise privée (sauf peut-être pour l'industrie de l'énergie). Mais bien plus clairement que la plupart de ses admirateurs, il voit que l'économie privée ne peut survivre que si elle fait des concessions, auxquelles elle ne songeait pas il y a dix ans. Concessions à la clientèle, à la main-d'oeuvre, aux nombreux intérêts représentés dans l'autorité du gouvernement.»

Ou bien verra-t-on finalement Roosevelt faire la part du feu et prendre ainsi la responsabilité de reconnaître que son expérience a été vaine, cependant que lors de son accession au pouvoir on déclara qu'elle était la plus vaste et la plus intéressante de toute l'Histoire?

SEVERES PAROLES

Le Cardinal Hayes a critiqué le raccourci de la jeunesse, sous l'emblème de théories sociales et philosophiques dangereuses. Il a déclaré qu'un des plus grands problèmes de l'heure était la directive à donner à notre jeune génération. «Le monde a-t-il ajouté, en proie à des désor-

dres politiques, sociaux et économiques, ignorant les droits du Souverain Maître, est témoin d'un attentat visant à entraîner notre jeunesse vers des fins subversives.» Parmi les principaux facteurs augmentant les difficultés des jeunes gens, le cardinal a mentionné le développement intensif de la machinerie moderne, le chômage, l'abus de l'auto et de la fréquentation croissante du cinéma.

Ouvriers en Construction

DE MONTREAL ET DU DISTRICT

DES TRAVAUX considérables en construction requérant des ouvriers compétents dans tous les métiers vont bientôt commencer.

Avez-vous un certificat de qualification?

Obligatoire pour obtenir le salaire fixé par la loi

Conformez-vous à la loi
— téléphonez

PL. 9616

pour savoir où vous pouvez
obtenir votre certificat de
qualification —

COMITÉ CONJOINT des METIERS de la CONSTRUCTION
520 Edifice New Birks — MONTREAL



LES BOULEVARDS DE PARIS

Monsieur le Rédacteur

Les boulevards de la Madeleine, des Capucines, des Italiens et de Montmartre, sont les plus intéressants par leurs magasins, et surtout par leur grande animation. Le boulevard de la Madeleine commence les boulevards à l'Ouest, celui des Capucines qui vient ensuite, s'étend jusqu'au delà de la place de l'Opéra, et une nouvelle rue Edouard VII, puis le grand hôtel où se trouve le Café de la Paix, l'un des plus importants de Paris. C'est aux numéros 17 et 19 du boulevard des Capucines que se trouvent situés les bureaux de l'honorable Philippe Roy, ce distingué canadien-français qui représente si dignement le Canada dans la Ville Lumière. C'est dans ces bureaux qu'un grand nombre de Canadiens, de passage à Paris, vont s'inscrire leurs noms et faire leurs correspondances, et lirent les journaux du Canada. Ensuite, vient le boulevard des Italiens qui prolonge celui des Capucines, celui-là est le plus élégant de tous les autres boulevards. Le boulevard Montmartre continue celui des Italiens, ensuite le boulevard Poissonnier, qui prolonge celui de Montmartre. Sur le boulevard Bonne-Nouvelle, l'on y voit moins d'animation et les magasins sont beaucoup moins brillants. Au bout du boulevard, à droite, débouche la rue St-Denis, l'une des plus anciennes rue de Paris. A gauche, la rue du Faubourg St-Denis qui commence derrière la porte St-Denis. Le boulevard St-Denis est croisé par une artère très animée les blvds de Strasbourg et de Sébastopol, le boulevard St-Martin prolonge celui de St-Denis. Les boulevards suivants n'offrent rien de bien extraordinaire et intéressant, si ce n'est que quelques cafés et magasins d'une apparence modeste. Le boulevard Beaumarchais prolonge celui de St-Martin qui aboutit à la place de la Bastille.

Maintenant, suivons une autre promenade, entre la place de l'Etoile, jusqu'à la place de l'Hôtel de Ville, en allant par l'Avenue des Champs-Élysées, la place de la Concorde, le jardin des Tuileries, la rue de Rivoli: la rue St-Antoine qui continue la rue de Rivoli. Plusieurs fois, j'ai eu l'occasion de remarquer que ces promenades sont les plus belles de Paris. Et même de tous les autres villes que j'ai eu la bonne fortune d'observer, soit en Europe ou en Amérique.

Suivons maintenant le rond point, place de l'Etoile, en parcourant l'itinéraire, ci-haut mentionné. L'Arc de Triomphe qui décore le centre de cette place d'une manière parfaite, est un grand monument commencé en 1805, par Napoléon 1er, en mémoire de ses victoires, et il fut terminé par Louis-Philippe, en 1836. C'est par des sentiments d'admiration et de respect que j'ai l'honneur de rendre le plus grand hommage, à la digne mémoire de ce grand héros, que fut Napoléon 1er, lui qui fut inspiré de faire ériger à l'honneur de ses victoires l'un de ses plus beaux monuments qui fait honneur à la grande capitale française.

L'Avenue des Champs-Élysées, c'est l'une des plus belles avenues de Paris. L'on voit de chaque côté, de luxueux hôtels. L'Avenue avec le parc des Champs-Élysées forment l'une des plus belles promenades, et l'une des plus fréquentées du monde élégant, qui se rend au bois de Bou-

logne, vers les quatre heures de l'après-midi et le soir vers les sept heures et plus tard encore à la tombée de la nuit, sur les Champs-Élysées et la place de la Concorde, puis sur le Jardin des Tuileries avec leurs brillantes illuminations, la vue est splendide.

J.-C. ARCAND,

LA SECURITE

Parmi les dangers qui menacent chaque jour notre existence, le feu n'est pas un des moindres. Cet élément indispensable à notre bien-être peut devenir en quelques instants le plus mortel des ennemis de l'homme.

Tous, nous savons que le feu est un développement de lumière et de chaleur dû à la combustion de certains corps; nous savons qu'il est d'une indéniable utilité. Mais ce que nous ne savons pas, ce que nous voulons peut-être pas apprendre, c'est comment il faut se protéger contre les innombrables dangers qu'il suscite dans les domaines où nous l'employons.

Il y a quelque chose de formidable dans l'insouciance humaine vis-à-vis des dangers de la vie, dans ce manque flagrant de bon sens dont font montre une multitude d'individus à l'égard de la possibilité d'un désastre par le feu. — Nous perdons \$75,000.00 par jour à cause des incendies. — Chaque semaine, douze personnes, dont trois enfants en bas âge, meurent par le feu, soit dans des conflagrations ou par suite de brûlures qu'elles se sont imposées sans qu'il y ait dommage à la propriété. — C'est donc que le feu tue, dans le Dominion, 600 citoyens par année et occasionne un gaspillage d'argent qui atteint le bouleversant total de \$25,000,000. — On n'a d'ailleurs qu'à déclarer que la perte annuelle par personne, en ce qu'il s'agit d'incendies, est de 33 sous en Europe, alors qu'en Amérique du Nord elle se chiffre à \$4.00.

Mais, ce n'est pas surtout la perte en dollars qu'il convient d'envisager dans le présent cas, c'est la perte en capital humain et la cruauté du mal que s'inflige ceux qui se brûlent. — Le feu ce n'est pas comme l'eau. Quand on se noie, la plupart du temps, on y reste. Mais quand la chair humaine vient en contact avec le feu, on ne meurt pas toujours; — on peut passer des mois et des mois à souffrir l'agonie et à souhaiter la mort qui ne vient pas! — On peut rester là, sans que la science puisse faire grand-chose pour nous soulager, avec un corps torturé jusqu'à la moelle, des tissus rongés par la circulation. — On se fait tisonner d'abord par le feu; puis, c'est la souffrance, se répercutant dans nos membres, qui revient nous faire griller inexorablement.

On ne se fait pas toujours consumer dans un incendie, mais on peut en sortir mutilé d'extraordinaire façon. Les flammes sont des artistes en horreur... elles font des marques striées que même un expert en chirurgie plastique ne pourra complètement enlever.

Faites donc tous les efforts possibles pour éviter que vous-mêmes ou un des êtres chers qui vous entourent ne deveniez la proie de ce démon. Il s'agit du bonheur de votre foyer, il s'agit de la paix de ceux qui vivent sous votre toit, — il s'agit, surtout et toujours, d'une responsabilité à laquelle vous n'avez pas le droit de vous dérober, parce qu'elle vous commande le respect de la vie et du corps que Dieu vous a donnés.

CHAPITRE 58

LOI

POUR AIDER A LA

Construction de maisons

25-26 GEORGE V

(Sanctionnée le 5 juillet 1935)

CHAPTER 58

AN ACT

TO ASSIST THE

Construction of Houses

25-26 GEORGE V

(Assented to 5th July, 1935)

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi fédérale sur le logement, 1935.*

INTERPRETATION

Définitions

2. En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, l'expression

(a) "Institution de prêts approuvée" signifie une institution de prêts approuvée par le gouverneur en conseil;

(b) "Coût de construction" comprend, avec les déboursés réels de construction, le coût du terrain, les frais juridiques se rattachant à un prêt et toute autre dépense nécessaire pour achever la maison;

(c) "Maison" signifie un immeuble destiné exclusivement à l'habitation de l'homme et comprenant un ou plusieurs domiciles d'un seul tenant;

(d) "Projet de logement" signifie un projet pour la construction de maisons et pour leur occupation par des locataires ou des acheteurs;

(e) "Institution de prêts" signifie une compagnie de prêts, d'assurance ou autre autorisée à prêter de l'argent sur la garantie de biens réels ou immobiliers;

(f) "Autorité locale" signifie toute province, municipalité, société, association ou corporation autorisée à entreprendre un projet de logement;

(g) "Ministre" signifie le ministre des Finances.

INVESTIGATIONS PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE

Devoirs

3. Lorsqu'il en est requis par le gouverneur en conseil, le Conseil économique établi par la *Loi sur le Conseil économique du Canada, 1935*, doit faire une étude, une enquête, un rapport et émettre son avis

(a) Sur les conditions de logement et la suffisance actuelle de logements au Canada ou dans une partie quelconque du Canada, et sur les meilleurs moyens à adopter pour améliorer les conditions de logement;

(b) Sur la recommandation d'un projet de logement dans une localité urbaine ou rurale soumis par une autorité locale, et particulièrement sur la nécessité et la praticabilité d'établir un projet de logement dans une localité pour la construction, avec le concours de l'Etat, de maisons à louer aux petits salariés;

(c) Sur les plans ou les projets adoptés ailleurs qu'au Canada pour améliorer les conditions de logement et sur les résultats obtenus;

(d) Sur la nécessité et la praticabilité d'entreprendre le dégagement et le réaménagement des zones surpeuplées de toute cité ou ville;

(e) Sur les éléments qui entrent dans le coût de construction de maisons et sur la praticabilité d'obtenir, par tous les moyens, des économies et une efficacité accrue dans cette construction.

Avances

4. (1) Le Ministre peut, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, conclure un contrat avec une institution de prêts approuvée ou une autorité locale, pour s'unir à cette institution ou cette autorité locale dans l'attribution de prêts destinés à aider à la construction de maisons aux conditions ci-après mentionnées.

(2) Les conditions auxquelles un prêt peut être consenti en vertu du présent article, sont les suivantes:

(a) Un prêt ne doit être consenti que pour aider à la construction d'une maison d'après des modèles convenables approuvés par le Ministre et subordonnés à la surveillance par l'institution de prêts, l'autorité locale ou le Ministre;

(b) L'avance consentie par le Ministre ne doit pas excéder vingt pour cent du coût de construction de la maison ou de sa valeur estimative, suivant le montant le moins élevé, et l'intérêt payable à Sa Majesté sur l'avance doit être à un taux qui sera fixé par les termes du contrat;

(c) L'avance faite par le Ministre ne doit être consentie que si l'institution de prêts ou l'autorité locale prête, en sus du montant de l'avance, soixante pour cent du coût de construction de la maison ou de la valeur estimative, suivant le montant le moins élevé; toutefois, le gouverneur en conseil peut, dans toute catégorie de cas, fixer le pourcentage à un chiffre moindre que les soixante pour cent susdits;

(d) Le taux d'intérêt et les autres charges exigibles de l'emprunteur à l'égard de tout prêt, sont assujettis à l'approbation du Ministre;

(e) Le prêt doit être pour une période et aux conditions déterminées par le Ministre quant au paiement par versements mensuels du principal, de l'intérêt et des impôts, et il doit être garanti par une première hypothèque ou un premier mort-gage sur la maison, donné en faveur du Ministre représentant Sa Majesté, et de l'institution de prêts ou de l'autorité locale conjointement;

1. This Act may be cited as *The Dominion Housing Act, 1935.*

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act unless the context otherwise requires,—

(a) "Approved lending institution" means a lending institution approved by the Governor in Council;

(b) "Cost of construction" includes, as well as the actual expenditure for building, the cost of the land, legal expenses connected with any loan and any other expense necessary to complete the house;

(c) "House" means a building intended exclusively for human habitation comprising one or more self-contained dwelling places;

(d) "Housing scheme" means a scheme for the construction of houses and for their occupation by tenants or purchasers;

(e) "Lending institution" means a loan, insurance or other company authorized to lend money on the security of real or immovable property;

(f) "Local authority" means any province, municipality, society, association or corporation having authority to undertake a housing scheme;

(g) "Minister" means the Minister of Finance.

INVESTIGATION BY ECONOMIC COUNCIL

Duties

3. The Economic Council established by *The Economic Council of Canada Act, 1935*, when so required by the Governor in Council, shall study, investigate, report and advise:—

(a) as to housing conditions and the adequacy of existing housing accommodation in Canada or any part of Canada, and as to the best means to be adopted to improve housing conditions;

(b) upon a proposal for a housing scheme in any urban or rural locality, submitted by a local authority of undertaking clearance and redevelopment of feasibility of, establishing a housing scheme in any locality for the construction of houses, with the assistance of the state, to be leased to low-wage earners;

(c) as to plans or proposals that have been adopted elsewhere than in Canada to improve housing conditions and the results that have been achieved;

(d) upon the necessity for and as to the feasibility of undertaking clearance and redevelopment of over-crowded areas in any city or town;

(e) as to the factors that enter into the cost of construction of houses and as to the feasibility by any means of securing economies and increased efficiency in such construction.

Advances

4. (1) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into a contract with an approved lending institution or local authority to join with such institution or local authority in the making of loans to assist in the building of houses under conditions hereinafter mentioned.

(2) The conditions upon which a loan may be made under this section shall be as follows:—

(a) A loan shall be made only for the purpose of assisting the construction of a house, according to sound standards approved by the Minister and subject to supervision by the lending institution or local authority or the Minister;

(b) The advance made by the Minister shall not exceed twenty per cent of the cost of construction of the house or its appraised value, whichever is the lesser, and the interest payable to His Majesty in respect of the advance shall be at a rate to be fixed by the terms of the contract;

(c) The advance by the Minister shall be made only if the lending institution or local authority lends, in addition to the amount of the advance, sixty per cent of the cost of construction of the house or the appraised value, whichever is the lesser; provided that the Governor in Council may in any class of cases fix the percentage at less than the sixty per cent aforesaid;

(d) The rate of interest and other charge to be charged the borrower in respect of any loan shall be subject to approval by the Minister;

(e) The loan shall be for such period and upon such terms as to payment of principal, interest and taxes by monthly instalments as the Minister shall determine and shall be secured by a first mortgage or hypothec on the house, given in favour of the Minister representing His Majesty, and the lending institution or local authority jointly;

Minimum Wage —
Fixing Machinery

As the result of a decision of its Governing Body, the International Labour Office has sent to the Governments of States Members who have not yet ratified the 1928 Convention on Minimum Wage-Fixing Machinery, the text of a Resolution adopted by the International Labour Conference at its 1935 Session on the proposal made by Mr. Ramaswamy Mudaliar, workers' delegate of India.

The resolution was as follows:

"Whereas in several countries under the pretext of economic depression and under the guise of rationalisation and retrenchment, steps have been taken prejudicial to the interest of the working classes and calculated to lower their standard of living;

"And whereas, especially in those countries in which by reason of the prevalence of widespread illiteracy and lack of properly knit labour organisations, there has been an unnecessary and extensive wage cut and reduction in the number of workers;

"This Conference requests the Governing Body of the International Labour Office to consider the desirability of instructing the Office to correspond with the States Members and request them to constitute immediately a wage-fixing machinery in their respective countries (where it does not exist already) in pursuance of a Draft Convention adopted at the Eleventh Session of the International Labour Conference."

The Convention referred to, to which the I.L.O. draws the attention of the States which have not yet ratified, obliged ratifying States to create "machinery whereby minimum rates of wages can be fixed for workers employed in certain of the trades or parts of trades (and in particular in home working trades) in which no arrangements exist for the effective regulation of wages by collective agreement or otherwise and wages are exceptionally low".

This Convention has so far been ratified by eighteen countries, as follow: Australia, Bulgaria, Canada, Chile, China, Columbia, France, Germany, Great Britain, Hungary, the Irish Free State, Italy, Mexico, Nicaragua, Norway, Spain, Union of South Africa and Uruguay.

Wise Men — And Otherwise

Ages ago a wise man discovered that the earth moves the sun.

The idea was upsetting to the powers-that-were. They had always proclaimed that the earth stayed put, while the sun did the moving around it. It appeared insulting to them, if not downright subversive, to suggest that the whole universe did not revolve around them and their earth.

They stamped their feet. They cried, "It can't, it shan't be so; we'll make this man recant."

Some were for drastic action. Execution, they thought, would be but mild punishment for one who spread such ideas. But first it was decided to send a committee to the wise man, to reason with him, and to see if he couldn't be persuaded to hush the whole matter up.

The wise man was conciliatory, too. But he couldn't see that the world stay still, just because he and they negotiated an agreement on the subject.

So drastic steps were taken. Pressure and even torture were applied to the wise man, and because he was old and weak, he agreed to sign a recantation to the effect that the earth does not move. But even as he did so, he murmured under his breath, "Nevertheless it does move."

The world has moved since then, and continues to move, despite the paper triumph of the powers-that-were. And today the same sun sheds its kindly rays on Miami's beaches, where other powers have been stamping their feet and crying, "It can't, it shan't be so; we'll make these men recant."

There are more than 30 million unorganized workers in the United States. Certain leaders of organized labor have called attention to this fact. They have proclaimed that these millions can be unionized if sound organizing principles and sufficient energy are applied to the job. They go further and say that this job must be tackled at once, and not dodged any longer, or all labor will suffer. They have formed the Committee for Industrial Organization to push these ideas.

But such ideas are upsetting to some rulers of craft municipalities, it would appear from the attitude adopted by a majority of the A. F. of L. executive council in Miami. Finding the facts assembled by the committee distasteful to them, they have asked that it should cease to function. Instead of setting out to organize the unorganized, they are trying to hush the matter up and suggesting punishment of those who will not be silent.

But unlike the wise man of old, the unions which now demand action on organizing the unorganized are not old and weak. They do not have to murmur their truth under their breath. With the million or more organized workers they represent and the tens of millions of unorganized for whom they speak, they shout from the housetops:

"There are more than 30 million unorganized, who can and must be organized."

They echo the words of none other than President Wm. Green when he said of the 30-hour week: "If any leader will refuse to lead a fight for this, let him get out of the way, because the army of workers in America will not tolerate a slacker."

(f) Sa Majesté et l'institution de prêts ou l'autorité locale doivent supporter, dans les proportions fixées par les termes du contrat, toute perte subie à l'égard d'un prêt;

(g) Toutes autres conditions stipulées dans le contrat entre le Ministre et l'institution de prêts ou l'autorité locale, lesquelles conditions devront sauvegarder l'intérêt de Sa Majesté.

Prêts par des institutions de prêts

5. Nonobstant toute restriction contenue dans un autre statut ou loi sur son pouvoir de prêter de l'argent, une institution de prêts assujettie à la juridiction du Parlement peut prêter, sur la garantie d'une première hypothèque ou d'un premier mortgage donné en faveur du Ministre et de l'institution de prêts conjointement, et subordonnement aux dispositions de la présente loi, une somme allant jusqu'à quatre-vingts pour cent du coût de construction d'une maison ou de sa valeur estimative, suivant le montant le moins élevé.

Paiement des avances et dépenses

6. Le Ministre peut consentir des avances, payer des salaires et acquitter d'autres dépenses nécessaires à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, et ce, jusqu'à concurrence de dix millions de dollars.

Règlements

7. Le gouverneur en conseil peut édicter des règlements afin de déterminer ce qui doit être compris dans le coût de construction, par qui et de quelle manière l'estimation de la valeur d'une maison doit être établie, pour obliger tout département du gouvernement du Canada à fournir au Ministre, sur sa demande, des conseils et de l'aide, et par ailleurs pour l'application et le fonctionnement efficaces de la présente loi et l'exécution de ses dispositions d'après leurs intention et signification véritables.

Rapport annuel

8. Le Ministre doit préparer chaque année un rapport sur les prêts consentis au cours de l'année financière précédente en vertu des dispositions de la présente loi, et le rapport doit être soumis au Parlement dans les quinze jours, ou si le Parlement n'est pas alors en session, dans les quinze jours qui suivent le commencement de la session prochaine.

(f) Any loss sustained in respect of any loan shall be borne by His Majesty and the lending institution or local authority in such proportions as are fixed by the terms of the contract;

(g) Such other conditions as are stipulated in the contract between the Minister and the lending institution or local authority as will safeguard the interest of His Majesty.

Loans by lending institutions

5. Notwithstanding any restriction on its power to lend money, contained in any other statute or law, any lending institution subject to the jurisdiction of Parliament, may lend on the security of a first mortgage or hypothec given in favour of the Minister and the lending institution jointly pursuant to the provisions of this Act, an amount up to eighty per cent of the cost of construction of a house or its appraised value, whichever is the lesser.

Payment of advances, salaries and expenditures

6. The Minister may make advances and pay salaries and other necessary expenses out of unappropriated moneys in the Consolidated Revenue Fund to the extent of ten million dollars.

Regulations

7. The Governor in Council may make regulations for the purpose of determining what shall be included in the cost of construction and by whom and in what manner the appraisal of the value of a house shall be made, to require any department of the Government of Canada to furnish to the Minister advice and assistance upon his request, and otherwise for the efficient enforcement and operation of this Act and for carrying out the provisions thereof according to their true intent and meaning.

Annual report

8. The Minister shall annually prepare a report with regard to loans made under the provisions of this Act during the preceding fiscal year, and the report shall be laid before Parliament within fifteen days, or if Parliament is not then sitting, within fifteen days after the beginning of the next session.

Women Workers Safeguarded

It is a duty of the Federal Government to see that women workers are safeguarded, Miss Mary Anderson, Director of the Women's Bureau, pointed out in her annual report to Secretary of Labor Frances Perkins just made public.

"Since N.R.A. codes are no longer in effect, the responsibility of the Women's Bureau has increased," Miss Anderson reported. "The need to safeguard women wage earners is particularly imperative." Exploitation of them is a detriment not only to themselves and their families, but to American industrial standards, the return of America's prosperity and the health of present and future generations."

Since State labor legislation and State enforcement of Standards have become of such increased importance, a very definite extension of the Bureau's consulting service to the States has been carried on, Miss Anderson stated. This is particularly true in regard to the question of minimum wage in view of the fact that the President called on the States to pass such laws, and State requests for assistance from the Bureau in this field have been coming in, and are likely to increase in number. Similarly, the industrial home-work situation in all its various phases has required careful attention from the Bureau and will continue to do so, she reported.

An important part of the Bureau's program during the year has been a study of employment in communities from which women's industries have migrated, to assist stranded women to find other jobs, the report said. Investigation of this sort must be continued, it was advised.

In her report Miss Anderson also emphasizes the increasing share of women in family support and the need to collect definite data on this subject. Of the ten and three-quarter million women employed in this country, according to the 1930 Census, more than three million were wage-earning home makers in families of two or more persons. One million of these women were the heads of such families. Almost 500,000 home makers were the sole breadwinners in families of 2 or more persons, and about half of these were in families of 3 or more members.

A survey of women in certain phases of agricultural labor and the canning of fruits and vegetables, and a study of posture and seating in women's industries are among the activities planned for the near future.

FERMETURE DE CES CAMPS

L'hon. Norman McLeod Rogers, ministre fédéral du Travail a chargé MM. R.-A. Rigg, directeur du service de placement du Canada, Humphrey Mitchell, d'Hamilton, Ontario et E.-W. Bradwin, président du "Frontier College" de faire une enquête sur les problèmes inhérents à l'administration des camps de concentration des chômeurs célibataires et sur les motifs qui militent ou non en faveur du transfert de ces camps, du ministère de la Défense Nationale au Ministère du Travail.

Dans une déclaration à ce sujet l'hon. ministre du Travail a insisté sur le fait que "l'intention du gouvernement en établissant ces camps de concentrations, était en principe, de procurer de l'emploi permanent aux chômeurs célibataires, et de les retirer de l'oisiveté."

Le gouvernement, ajouta l'hon. M. Rogers "espère pouvoir fermer des camps au cours de l'année prochaine." A tout événement, a-t-il ajouté, c'est là l'objet en vue. Mais dans l'intervalle, nous verrons à ce que les membres de ces camps soient occupés dans des conditions satisfaisantes à un travail pratique et aient de meilleures chances d'être réabsorbés dans la vie économique nationale.

Le ministre a expliqué que l'enquête qu'il vient d'ordonner, a pour but, en fin de compte, de permettre d'assurer la coordination nécessaire de la politique relative aux camps de chômeurs, avec les autres mesures d'assurance-chômage.

Les enquêteurs devront soumettre leur rapport aussitôt que possible, au ministre du Travail.

"La documentation ainsi réunie par les enquêteurs, a conclu l'honorable ministre, aidera puissamment à la détermination de la politique du ministère du travail à l'endroit de ces camps, aussi longtemps qu'ils subsisteront, ainsi qu'à l'établissement de la relation appropriée qui doit exister entre cette forme et d'autres de l'assistance-chômage."

PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE MONTREAL
No F-149646

COUR SUPERIEURE

DAME LEAH STERNICK, de Montréal, d'abord autorisée par les présentes, épouse de Bennie Anker, de Montréal, a fait une demande en séparation de biens de son époux, Bennie Anker, ce 24me jour de décembre 1935.

DAVID M. NOTKIN
Procureur de la requérante.

5-6

LE FOYER INTELLECTUEL

Cercle d'études et de débats

"Le Foyer Intellectuel" annonce une séance d'inscription au prochain cours d'élocution et d'art oratoire qui sera donné, très prochainement, sous la direction du professeur Jean Peron.

Les personnes intéressées sont priées d'assister à cette réunion où seront reçues les adhésions et qui aura lieu mardi prochain, 4 février, à 8 h. p.m., 814, rue Rachel est.

Rappelons que les cours sur l'organisation économique et politique de la Société sont donnés régulièrement les lundi et jeudi soirs et que dimanche prochain, à 2h.30 p.m., Jean Peron traitera du "Bouddhisme".

Vendredi le 7 février courant à 8h. p.m. M. E. Roger commencera une série d'exposés sur la Crise en Amérique".

Annouçons enfin que M. le Professeur Charles Bieler de l'université McGill parlera mardi soir 11 février courant de "Martin Luther et la Réforme".

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Mlle J Lavigne, 958, avenue Duluth est téléphone FR-5344.— Communiqué.

CHEZ LES OUVRIERS EN CHAUSSURE

Le local 249 de la Boot and Shoe Workers Union a tenu une très nombreuse assemblée vendredi, 24 janvier, sous la présidence du confrère O. Drolet, assisté des officiers du local. Des questions très importantes ont été discutées, entre autre, les listes de prix qui doivent être présentées aux patrons pour un relèvement des conditions de salaires et les heures de travail; cette question devrait être considérée sérieusement par les patrons.

Un rapport très important sera soumis ce soir, vendredi, par l'agent d'affaires, M. Charles McKercher; ce rapport montrera la situation réelle dans laquelle se trouve l'industrie de la chaussure dans cette province. Le local fait encore appel aux cordonniers qui sont sans travail de vouloir bien laisser leur nom et adresse au bureau de l'union, pour faire suite aux demandes d'emploi qui sont faites chaque jour.

Une résolution de condoléances et de sympathies a été adoptée à l'égard du confrère Honorius MacBeth pour la perte de sa vénérable mère.

Ce n'est que le jour où les ouvriers s'organiseront entièrement qu'ils pourront recevoir le plein bénéfice des marchandises qu'ils produisent.

LEWIS QUILTS A. F. OF L. POST

The dispute between industrial union and craft union forces within the American Federation of Labor attracted public attention again recently with the resignation of John L. Lewis as a federation vice-president.

Lewis, president of the United Mine Workers, a leader in the industrial union forces of the A. F. of L., resigned because of "irreconcilable differences with the majority of the executive council on the question of organizing our large industries."

President Green of the federation rejected an invitation by Lewis to head the new Committee for Industrial Organization, formed by heads of several large unions to push a campaign for organization of industrial unions in mass production industries.

"During more than 30 years of association with the A. F. of L.," Green said, "I have never aligned myself with any organization which bore the slightest resemblance to a secession or dual movement either within or outside the parent body. I cannot do so now." — *Locomotive Engineers' Journal*.

LABOR SPYING HIT

The practice of labor spying was hit in a decision issued last month by the National Labor Relations Board.

The board ordered the Fruehauf Trailer Co., of Detroit, to cease hiring detectives to spy on its employees' union activities and to reinstate seven workers discharged for being active union men.

The decision called attention to the activities of a private detective, who was paid by the company to pose as an ordinary employee and to become a member of the union. He even became union treasurer and secured a list of members. A superintendent, to whom the labor spy reported once a week, went about the shop with a list in his hand warning workers against union activity.

The detective carried his spying for the company into the labor board. In his guise of a union member he visited the Detroit office of the N.L.R.B., when it was investigating charges against the Fruehauf Company. Noticing the recording secretary of the union there, the detective reported him to the company, resulting in the secretary's discharge two weeks later.

En vente au Canada depuis plus de 100 ans.



GIN 26 40
\$1.90 • \$2.65
de KUYPER

"Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695 156 P"

The Forty-Hour Week

Last June the International Labor Conference adopted a Convention on the principle of the forty-hour week without a lowering of the standard of living of the workers. The application of this principle to various industries was to be laid down in separate Conventions containing detailed provisions.

Immediately after this general decision, the Conference adopted a first Convention covering the glass-bottle industry. Then it placed the question of similar Conventions for public works, building and contracting, the iron and steel industry, and coal mines on the agenda of the 1936 session of the Conference.

At the same time, the Conference requested the Governing Body to study the possibility of also placing on the agenda of the 1936 session the questions of reduction of hours of work in the textile and chemical industries and in the printing and bookbinding trades.

When the matter came up for discussion by the Governing Body, the Chairman of the Employers' Group opposed the placing of the reduction of hours of work in any of these industries on the agenda of the 1936 Conference. He pointed out that most of the Employers' Group were opposed to the principle of the forty-hour week, and argued that the agenda for the 1936 Conference already was overloaded and that additional items might militate against the success of the Conference.

Mr. Hayday (Workers, Great Britain)

insisted upon the reduction of hours of work in the textile industry, as it was among those industries that best lent themselves to such a measure.

The British Government representative held, on the contrary, that it would be premature to place this question on the 1936 agenda. He maintained that, before being discussed internationally, the problem should be subjected to a more detailed study in the countries concerned.

The French Government and Workers' representatives both supported Mr. Hayday's proposal. The United States Government representative said his country was greatly interested in reduction of hours of work in the textile industry. He urged that the question be dealt with in 1936 in such a manner that one or several Conventions could be adopted.

The Japanese Government representative stressed the differences in conditions in the textile industry obtaining in various countries. However, he would not oppose the proposal to place the subject on the 1936 agenda. The Italian Employers' representative spoke in favor of placing the question on the agenda for 1936, and by 17 votes to 6 the Governing Body so decided.

A discussion took place later as to whether the industry should be treated as a whole or in the following three divisions: (1) wool and cotton, (2) silk and artificial silk, (3) linen, jute and hemp. The decision was in favor of the former alternative.

THREE SOURCES OF UNEMPLOYMENT

The opinion that the unemployment that has come into existence since 1929 is "due entirely to the decline in industrial production is expressed by Professor Wladimir Woytinsky, well-known European economist, in his "Three Sources of Unemployment," which has just been published by the International Labour Office in Geneva.

In his study of the demographic, economic and technical origins of unemployment, Professor Woytinsky comes to the conclusion that the main cause is economic and industrial. He asserts that in every country this unemployment was at first concentrated in the same branch of the economic system — industry; and that the other groups of occupations were not affected until later, and then much less acutely.

The amount of work to be performed during the depression, he explains, kept pace with the falling rate of industrial production, but the undertakings were able, by spreading employment over a larger number of workers, to retain in their service a fraction of those who would otherwise have been dismissed as superfluous. Therefore, he says, when estimating the extent of unemployment, one must add to the official number of registered unemployed persons both those who are on short time and those "invisible" unemployed persons who did not apply to the exchanges because they did not expect to get any help from them.

The technological unemployment of 1929 might be thought to be insignificant and harmless, he says, when compared with this disastrous unemployment of economic origin; but nothing could be more mistaken than such a conclusion. In fact, the recent depression might never have reached such alarming proportions if the economic equilibrium of the world had not first of all been upset by the growth of unemployment right in the middle of a period of economic recovery and prosperity.

The need for accurate statistics on unemployment is stressed by Professor Woytinsky: the task of economic and social policy would be considerably lightened by the existence of such statistics; they would be like a powerful searchlight penetrating the darkness of the future.

Writing in the true spirit of the coming Nazi Olympic Games, the "Fraenkische Tageszeitung" states: "It would be laughable if we required our German Olympic teams to compete with Jewish pigs and Negroes."

All Catholic libraries throughout Bavaria have been closed by the Nazi police.

Average meat consumption in Fascist Italy has declined from 41 kilo per head in 1926 to 25.7 kilo in 1934.

TRAFFIC KILLS MORE THAN TWO LONG WARS

London. — Britain still remembers the South African war of 1899-1902 in which we lost 7,534 men from bullets and wounds. Last year Britain lost 7,343 — almost as many — on the roads.

Think of it. A three-year-war barely exceeds the death roll of an average year's road accidents.

Yet there are no daily casualty lists, no special reports from the front.

If this be peace, let us declare war to the end against all bad citizens on the roads — whether they be bad motorists, bad cyclists or bad pedestrians.

History Remembers This.

Children hear in the schools of the Spanish-American war of 1898-1902 America lost 3,906 officers and men — or just over half as many mothers, fathers and children as we lose in six months.

And they were trying to kill each other. We are at peace!

Since 1920, 76,940 people have been killed on the roads.

Only 15 years. The wars of Great Britain against France (from 1793 to 1815) lasted 20 years and 165 days. The total killed is given as 920 officers and 15,392 men.

76,940: More than Britain's losses in the South African war and the Crimean war together; more than Canada, New Zealand or India lost in the great war.

More than twice as many casualties as the navy suffered through the war. — *The Temperance Advocate.*

JOY IN WALL STREET

By CHARLES A. LINDBERGH, SR.

The following poem by the father of the flyer was published in the Christmas issue of the New Leader, New York. Mr. Lindbergh, Sr., was for many years a socialist and pacifist and went to jail for his pacifist activities in the last great war:

This is the War stock soaring high
That brings all the joy to Wall Street,
This is the gambler, wild of eye
Who shares with his broker, brisk and spry,

The profit in war stocks, soaring high,
That brings all the joy to Wall Street.

So this is the list of what they buy;
An orphaned infant's feeble cry
A widowed woman's sob and a sigh,
A field of graves where the dead may lie,
A shambles where thousands daily die,
A billion shells that in battle fly.

Glanes glows in the gambler's eye
As he shares with the broker, brisk and spry,

The profits in war stocks, soaring high,
That bring all the joy to Wall Street.

—*The New Commonwealth.*

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: M. Quéry, J. A. Ricard, John Moore, Auditors: A. Quéry, H. Petit, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145.—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7174, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3800; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS, Local 349.—Assemblée tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valliquette, 1980, Kent; vice-président, J. Boulet, 1465, Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139, William; secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4621, Delormier; trésorier, R. Robillard, 2306, Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387, Congrégation; gardien, J.-N. Desjardins, 1745, rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4326, Delaroche; E. Desèves, 3825, Henri-Julien; A. Boismenu, 5124, De Gaspé.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.—Assemblée tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE DES WAGONIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MAIGNE No 234.—Assemblée régulière les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue LaGauchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Montana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delormier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; gûdes: R. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, tél. FRontenac 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

CHARPENTIERS - MENUISIERS.—Union locale No 1558, Maisonneuve. —Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1651, rue Letourneau (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram Houle, 4590, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

FRATERNITE DES PEINTRES-DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349.—Assemblée tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Arthur Renaud, 590, Congrégation; Vice-président W. Martel, 1846, Cartier; Secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 396, Congrégation; Secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4651, Delormier; Trésorier, R. Ferland, 2127, Hogan; Conducteur, Jos. Girard, 8145, Saint-André; Gardien, H. Sylvain, 1434B, Visitation; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, Colonial, E. Desève, 6631, St-Dominique, Jos. Chartrand, 4326, Delaroche.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontenac 1668; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE.—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

UNION DES RELIEURS, Local 91.—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal.—Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARbour 4497.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.—S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 406.—Telephone: PLateau 5200. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 66.—Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel, P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262.—P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1200 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4 1/2 h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est

PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"

95, rue Notre-Dame Est

PLateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6532, boulevard Saint-Laurent

CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley

PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry

CHerrier 3148

FEMMES: 6532, boulevard Saint-Laurent

DOllard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes, Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

150 ANS

Brewed in Montreal
since

150 YEARS

A Review of Labor Conditions

(By P. M. Draper, President, Trades and Labor Congress of Canada)

Labor has now come to a time when, more than ever, an annual stocktaking of affairs affecting the workers is required. In spite of improvements during the past two years, the tragedy of unemployment is still painfully apparent in our midst. So long as it continues it must of necessity demand the closest attention and no one interested in the welfare of his fellow citizens can regard the situation without grave apprehension until every worker has been placed back in a job.

The passing of a number of measures aimed at bettering the economic condition of Labor and the masses of the people generally — unemployment insurance, one day's rest in seven, the eight-hour day, the economic council, and other similar measures — embody the principles which the Trades and Labor Congress of Canada has constantly advocated for half a century. While time, alone, will make possible a precise analysis of the benefits which will accrue to the workers from these measures, their effect cannot fail to be beneficial.

One point which I should like to emphasize is the fact that it was Organized Labor which pioneered in creating the popular opinion needed to make these various measures popularly acceptable. The lesson this teaches is clear: Labor must continue to educate the public to the needs of the workers, in order to create the atmosphere in which our legislators will place on the statute books the progressively beneficial legislation which the masses of the people constantly need.

General agreement has been reached, by all classes of the population, that unemployment today continues to be our major problem and the one which must be solved before the community in general can experience anything approaching prosperity. Recent legislation has, in large part, laid a foundation for a proper division of the profits of industry but, in the main, our various law-making bodies, Canadian and American, have not yet provided any permanent solution to the problem of lack of jobs.

Through public works programs, governments have provided a huge volume of employment — a volume which was absolutely essential in the years through which we have been passing — but these programs have by no means placed all workers back at work and, at best, they are only of a temporary nature.

Private industry has, heretofore, provided the most important source of jobs for the wage-earners and, insofar as one can predict the immediate future, that condition must continue. Up to the present, these jobs provided through privately controlled industry have followed as a result of private initiative. In pointing out that governments have not provided the cure for the unemployment problem, it is at least of equal consequence to note that private initiative first failed to offer the wage-earning opportunities.

When times are such that employment is relatively plentiful, the sphere of activity of Organized Labor is confined to insuring a more equitable distribution of the profits of the industry in which it engages. In view of the failure of other powerful interests to provide the needed jobs, it is suggested that Organized Labor might well turn its attention to that field, to see whether its collective thought could not devise some ways and means for a greater exploitation of our natural resources to provide jobs and to increase the wealth of our country, particularly so that the less fortunate might be amply taken care of.

In Canada, the standard of nutrition of the majority of the population is probably higher than anywhere else, except in some parts of Great Britain and the United States. However, no one with any knowledge of living conditions in the poorer areas of the larger cities—and even in the rural districts—would deny that there is ample need for a great increase in the amount, quality and variety of the food consumed in this country, with a corresponding improvement in health and happiness. It is a sad state of affairs when farmers cannot make a decent living because the food markets are over supplied, whereas everyone concerned with the health of the nation is deeply worried over the wide prevalence of a low standard of nutrition.

What is true of Canada is undoubtedly more so of most of the European countries and of the whole of Asia. The real difficulty is not that too much food is being grown, but that not enough people are able to buy the food they ought to have. To most people there is an obvious paradox in restraining farmers from growing food in a world full of hungry mouths and half-starved bodies.

The first need of the worker is an adequate supply of good food for himself and his family and an increase in the world consumption of food, by restoring the prosperity of the agricultural population, would help effectively to solve the problem of industrial unemployment. International trade cannot be permanently revived nor can there be any sure basis for internal trade until the purchasing power of the agricultural population is restored, either by a rise in prices or by an increase in sales or by both combined, thereby providing a growing market for the output of the manufacturing industries.

Almost daily we are witnessing the accomplishment of new records in speed, endurance and flights circulating the universe as well as dives to the bottom of the ocean; nor is the march of human progress limited to material things. The spread of education and social service is more pronounced now than ever before. The common people, or the men in the street, now discuss the imminent collapse of civilization whereas some twenty years ago they did not. We may well ask what has happened to bring this state of mind about, and pause for an answer.

It is of no practical use to assert that civilization has been dealt a death-blow or that every thing was due to the collapse of the present capitalist system or to blame it on democracy, nor even reigning governments. Rather, I incline to the belief that the economic maladjustment of today appears to be the result of the impact of striking and gigantic changes of a universal character, descending with kaleidoscopic suddenness at a time when the peoples of the many nations were almost insane with suffering and are still groaning under the shock of the World War.

Canada has prided itself in the past, through advertising in the British Isles and European countries, as being a land where labor might prosper, where men and women can work under decent and sanitary conditions, thus enabling them to rear their children in human dignity. Visualizing this as our objective, we have talked much about protecting "standards of labor" through government codes and other legislative enactments and have, in some cases, particularly in the building trades, paid dearly to secure these standards. That being true, the employer, who, operating under that protection, deliberately abuses it, is not a good Canadian and helps neither business nor Canada.

The "chiseler" in business, the employer who takes advantage of hard times and the helpless position of a man without a job to reduce wages to the starvation level, is not helping business. He is doing more to harm the capitalist system than all the Communists put together. This kind of employer makes

Oldest European Discovery Against Stomach Troubles and Rheumatism Acclaimed Best by Latest Tests

Since 1799 thousands of people have regained their normal health after years of suffering from stomach troubles of all types, such as constipation, indigestion, gas, and sour stomach which are the basic factors of such maladies as high blood pressure, rheumatism, periodic headaches, pimples on face and body, pains in the back, liver, kidney and bladder disorder, *exhaustion*, loss of sleep and appetite.

Those sufferers have not used any man-made injurious chemicals or drugs of any kind; they have only used a remedy made by Nature. This marvelous product grows on the highest mountain peaks, where it absorbs all the healing elements and vitamins from the sun to aid HUMANITY in distress.

It is composed of 19 kinds of natural leaves, seeds, berries and flowers scientifically and proportionately mixed and is known as LION CROSS HERB TEA.

LION CROSS HERB TEA tastes delicious, acts wonderfully upon your system, and is safe even for children. Prepare it fresh like any ordinary tea and drink a glassful once a day, hot or cold.

A one dollar treatment accomplishes WONDERS; makes you look and feel like new born. If you are not as yet familiar with the beneficial effects of this *natural remedy* LION CROSS HERB TEA try it at once and convince yourself. If not satisfactory money refunded to you. Also in tablet form.

Try it and convince yourself with our money-back guarantee.

One week treatment \$1.00 Six weeks treatment \$5.00

In order to avoid mistakes in getting the genuine LION CROSS HERB TEA, please fill out the attached coupon.

Lio - Pharmacy,
1180 Second Ave.,
N. Y. City, N. Y.

Dept. 10641

Gentlemen:

Enclosed find \$.....for which please send me.....
treatments of the famous LION CROSS HERB TEA.

NAME

ADDRESS

CITY STATE

Building Trades Employees

OF MONTREAL and DISTRICT

CONSTRUCTION work in volume will soon start, requiring competent workers in all trades.

Have You a Competency Certificate ?

—Indispensable to insure getting
the wage rate fixed by law.

Get under the protection
of the Law — Phone

PL. 9616

for information as to HOW
and WHERE to secure your
certificate.

If you have not received legal
rates of wages for overtime
work, on some recent job,

**LET US HANDLE
YOUR CLAIM**

BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
520 New Birks Bldg. - MONTREAL

conditions harder for honest business, delays processes of recovery and creates discontent and unrest in the business and industrial world.

The continuance of a depression such as the present has significance beyond the suffering which it creates. A depressed population, losing perspective, may embrace dictatorship as in several European countries. We have escaped that tendency so far, but Labor must provide the bulwark against the growth of any such ideas. The sure preventive is a return to conditions more nearly normal and, if Labor thought can contribute in that direction, it will once more justify itself as the guardian of the people's interests.

BROTHERHOOD WILL MAKE FOR SOUNDER ECONOMICS

It is a pity that so few men and women with money and influence have ever grasped the meaning of this age of abundance. They are unfortunately convinced that the more there is for the common run of men the less there will be for them. Therefore they try to drive the unemployed down to the merest subsistence. They feel that every dollar which goes to these out of

work men and women is going to come out of their pockets in taxes. They have never appreciated the fact that in this high energy civilization mass consumption and mass spending alone can guarantee the incomes of the more privileged. Some way must be found to give the masses purchasing power or else modern technology can scarcely function. Some day men are going to see that the attitude of true Brotherhood will make for sounder economics. — *The Presbyterian Banner*.

Memo respecting the Control and Regulations of Commercial Motor Transport

To the Members of the Federal-Provincial Conference:
Gentlemen:

This memo. is presented for the purpose of directing your attention to the views of the membership of the Trades and Labor Congress of Canada, as expressed by them in resolutions adopted in annual conventions. The unfair competition of commercial highway transportation with the steam and electric railroads and the menace to public safety caused by this form of transportation is a matter of grave concern, not only to those employed on the railway systems but to all other citizens.

Representations have been made by the Congress, on many occasions both to the Federal and Provincial Governments, and therefore this memo. is confined to a short summary of Labor's proposals, these being as follows:

(1) To insure public safety, the hours of labor of bus and truck drivers should be restricted to not more than eight in the day and with proper rest periods of not less than twenty-four consecutive hours should also be provided for.

Operators of all commercial motor vehicles should pass a medical examination as to their fitness for the duties to be performed.

Motor vehicles using the highways, as common carriers, should be restricted as to tonnage, width, and height of vehicles and length over all, and in no case would more than one trailer be permitted.

Owners of such vehicles should be compelled to carry insurance sufficient to guarantee financial responsibility for any damage claims, either to property or person, that may be legally assessed against them.

(2) Motor vehicles using the highways for revenue purposes should be taxed sufficient to reimburse public authorities, including municipalities, for costs of maintenance and repairs caused by such use. Such taxes should include a sum sufficient to meet the carrying charges of the costs of construction, proportionate to the use made by them of the highways.

(3) Rates charged for the carrying of goods and passengers, and also the accommodation and facilities for passengers, should be standardized, and for this purpose either the authority of the Board of Railway Commissioners for Canada extended, or a new authority established with powers to carry out these provisions which in all cases should be on a fair and equitable basis with steam and electric railways.

(4) In respect to the proposals made in the interests of public safety we would respectfully point out that legislation of this character is already in existence in a number of countries and similar provisions are enforced in Canada in regard to employees of railroads. Modern motor vehicles are high powered machines and are not confined, as in the case of railroads, to use within rights of way. Therefore, it would appear apparent that whatever regulations have been deemed necessary to protect the public from danger in respect to railway transportation should also apply to commercial road transportation.

Much could be said in support of the second proposal. The expense to municipalities and provinces of keeping their roads and highways in condition for the use of those for whom they were primarily constructed becomes increasingly more difficult to meet.

Much of this is caused by the necessity of more costly construction to cope with the greater weight and size of commercial vehicles. Railroads are called upon to bear the full cost of keeping their right of way in good physical condition and therefore there would be no injustice in imposing similar charges upon competitive transportation systems using the public highway.

The third proposal is one which raises the question of jurisdiction between the Provinces and the Dominion as set forth in the British North America Act. Your body is undoubtedly fully conversant with the various submissions in respect to this.

We desire to point out, however, that many of the highways are partly paid for by Dominion funds, which of itself should entitle Federal authorities to exercise a measure of regulation in respect to their use. Further, a considerable amount of commercial motor transportation is interprovincial in character and therefore can only be efficiently regulated by Federal authority.

We trust, therefore, that means will be devised to overcome any constitutional obstacle found to exist in order that uniform regulations in respect to the matters herein set forth may be established and enforced throughout the Dominion.

Respectfully submitted

for the Trades and Labor Congress of Canada.

(Signed) P. M. DRAPER, President.

R. J. TALLON, Secretary-Treasurer.

December 13th, 1935.

FROM OUR READERS

The Editor.

Labour World.

11 St. Paul Street West, City.

Sir:—The Government merits thanks, and has earned gratitude of the workers, for its prompt action in dealing with the shutting down of the Sherbrooke plant.

The prompt and decisive action of the Government in ordering an investigation into the operations of the textile industry, following closely upon the announcement made that a large plant in the city of Sherbrooke would be closed indefinitely, is the best possible proof, that the Government in office does not intend to permit himself to be influenced or intimidated by what it must be quite evident to every reasonable person, was a gesture which those making it thought would frighten the Government.

In acting with the promptness it has the Government has demonstrated, that it thinks first, in terms of the welfare of the common people rather than of those who are interested more largely in profits, than wages and human welfare.

The last Government was dominated by the "Big Interests".

Mr. Mackenzie King did not in any way seek to dissemble his views on human welfare when he addressed his fellow citizens on the night of October 14th last. His action and that of his colleague, the Finance Minister, in establishing a Royal Commission with very large powers is the best possible proof, that he intends to fulfill both in the letter and spirit, the promises he made prior to the election in and on behalf of his party.

In the language of the card player, the Government has "called the Company's bluff".

Others who might have been tempted to follow its bad example will now hesitate, realizing that the Government, anxious to do what it can to help the workers and conscious of the tremendous expenditure of Government funds to relieve the unemployed will do all in its power to keep the wheels of industry turning in so far as the machinery of Government permits.

One calls to mind the threat that was made by the owners of certain mills in Ontario and the very prompt answer to the challenge which the Prime Minister made in one of his addresses. Industry

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse internationale
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.
LIMITED

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

must be carried on, not only for the benefit of the few, but the welfare of the many.

Employers will find it to their advantage to do all they can to keep their employees occupied, even if it may mean a slight sacrifice. Imposing still further burdens upon the Government in the way of providing monies for relief simply means that additional taxes will have to be imposed which affect, although not quite in the same degree, both rich and poor.

The Prime Minister and his Colleagues are entitled to the gratitude of not only the workers of the plant, who have been so quickly reinstated in their positions, but the thanks of workers throughout the Dominion.

It must be patent to those who give the situation any thought, that the present administration is not only one of promises, but is determined to do all it can to speed recovery this enabling work-seeking wage-earners to live by the proceeds of their labour rather than continue receiving doles.

B. JONES.

TIES FOR CANADIAN RAILWAYS

Canadian railways expect to order nearly 500,000 ties this winter for use in 1937. The Canadian Pacific has already contracted for 300,000 ties to be cut in New Brunswick. It is expected that the Canadian National will order 150,000 or more. They will be cut during the winter, creosoted in 1936 and then will be ready for use.

PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
No. F-149616

SUPERIOR COURT

DAME LEAH STERNICK, of Montreal, duly authorized for these presents, wife of Bennie Anker, of Montreal, has made a demand for separation as to property from her husband, Bennie Anker, on the 24th day of December 1935.

DAVID M. NOTKIN,
Attorney for Plaintiff.

5-6



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE

"Anything Goes"

Bing CROSBY
Ethel MERMAN
Charlie RUGGLES

Added Attraction

"Crime Does Not Pay"

CAPITOL

William POWELL

Rosalind RUSSELL
Binnie BARNES

in
"Rendezvous"

Amazing "KIND LADY"
with Aline MacMAHON
Basil RATHBONE

PRINCESS THEATRE

2nd WEEK

EDDIE CANTOR in
"Strike Me Pink"

with Ethel Merman, Sally Ellers

Added Attraction

ATLANTIC ADVENTURE

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 60c.

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8506

Résidence: 3851, rue Dandurant
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED